

Le Problème

Bombes à sous-munitions

Bombes à sous-munitions



On les retrouve sous les dénominations de bombes à sous-munitions, bombes à fragmentation, «cluster bombs» ou «bomblets». Le principe est toujours le même: des grenades de taille d'une canette de coca-cola - les sous-munitions - sont déversées à l'aide d'un distributeur ou d'un bidon. Les forces terrestres se servent de pièces d'artillerie, de lance-roquettes multiples, de lance-mines ou de mortiers. Les forces aériennes déploient ce type de munition depuis leurs bombardiers et

répandent ainsi la charge mortelle au-dessus du territoire ennemi.

Des fragments contre les humains

Le contenu, appelé «bombelettes», se répartit sur une surface de plusieurs dizaines, voire centaines de mètres carrés. Cette munition a une double fonction: l'effet de fragmentation est amené à détruire des cibles «molles» (des humains) et «semi dures» (des voitures, des abris et des positions non défendues). Les fragments ardents entrent profondément dans le corps, la puissance de la déflagration détruit les poumons, le cœur et d'autres organes vitaux. L'objectif de cette arme est de tuer.

Une charge creuse contre les blindés

La deuxième fonction de cette arme, un rayon à charge creuse, vise à traverser le blindage et détruire l'intérieur d'un véhicule blindé grâce à la charge restante. L'explosion a donc lieu dans le tank et le véhicule prend feu. Les bombes à sous-munitions américaines du type BLU-97 ont en outre un effet d'inflammation. Elles déversent un liquide hautement inflammable qui met le feu à la cible attaquée.

Principes fondamentaux du Droit Humanitaire non respectés

Les critiques de ce type de munitions - dont la Campagne Suisse Contre les Mines Antipersonnel - considèrent cette arme illégale, car elle est jugée contraire à plusieurs principes fondamentaux du Droit International Humanitaire, dont le plus central est ici le principe de distinction:

Ce principe impose à toutes les parties au conflit de faire à tout moment la distinction entre les cibles militaires légitimes et les personnes ou bâtiments civils, protégés par les Conventions de Genève.

Le type de bombardement «en tapis» décrit plus haut empêche clairement le respect de ce principe. En outre, chaque fois que cette arme a été utilisée, un grand nombre d'engins non-explosés est resté sur le terrain. Ceux-ci sont parfois plus dangereux que des mines antipersonnel étant donné que ces munitions disposent de systèmes de déclenchement très sensibles, elles peuvent exploser dès le plus faible contact.

Suivant le type d'arme et la mode d'utilisation, l'emploi de bombes à sous-munitions peut également violer les principes suivants:

- L'interdiction d'infliger des «maux superflus», c'est-à-dire le principe de mettre l'ennemi hors de combat en ne lui causant pas de blessures plus graves que ne l'exige la nécessité militaire.
- Le principe de précaution, obligeant les belligérants à prendre en compte les possibles risques à long terme pour l'environnement.

L'effet d'une bombe à sous-munitions sur la Place Fédérale



Cette image montre l'effet qu'aurait une attaque avec une bombe à sous-munitions contre un tank qui se trouverait devant le Palais Fédéral. Outre le blindé, le Palais Fédéral et toutes les maisons environnantes seraient immédiatement détruits. Les secours ne pourraient se rendre sur place qu'en prenant des risques considérables afin d'aider les blessés: partout, des engins non-explosés pourraient guetter.

Pays producteurs

Les pays produisant des bombes à sous-munitions sont les suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Egypte, Etats-Unis France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Italie, Pologne, République Tchèque, républiques d'ex-Yougoslavie, Suède, Suisse (situation actuelle peu claire, voire plus bas), Turquie etc. Ces pays ont vendu ce type d'arme à 39 autres Etats.



Rôle de la Suisse

L'entreprise productrice d'armes «Ruag Holding», appartenant à la Confédération, produisait jusqu'en 2003, des bombes à sous-munitions en collaboration avec une entreprise israélienne et présentait celles-ci lors de salons d'armement internationaux.

La diplomatie suisse s'engage dans le cadre de la Convention de l'ONU de 1980 sur Certaines Armes Classiques (CCW) en faveur de bombes à

sous-munitions améliorées, dont le taux de «ratés» (engins non explosés) est inférieur à celui des bombes à sous-munitions traditionnelles. La Campagne Suisse Contre les Mines Antipersonnel est très critique par rapport à cette approche. Elle estime que le problème ne peut être résolu par une réduction technique du nombre de ratés: afin qu'un agriculteur puisse à nouveau travailler ses champs, il doit être absolument sûr qu'aucun engin non-explosé ne puisse s'y trouver.. Il n'existe jusqu'à aujourd'hui aucun résultat de test fiable et public dans ce domaine. Les pourcentages de ratés publiés par les producteurs d'armes et les gouvernements doivent être appréhendés de manière critique. De plus, la Suisse emprunte le chemin de la facilité : elle exige des autres Etats que ceux-ci se dotent de munitions dont elle dispose déjà et dont les coûts sont probablement inabordables pour des pays pauvres.

Pays concernés

Des bombes à sous-munitions ont été utilisées dans les pays ou territoires suivants : Afghanistan, Angola, Cachemire, Croatie, Erythrée, Ethiopie, Irak, Kosovo, Koweït, Liban, Malouines, Nagorno-Karabakh, Sierra Leone, Soudan, Tchétchénie, Vietnam etc.

Laos: plus de 11'000 victimes depuis la fin du conflit

Entre 1964 et 1973, les forces armées américaines ont bombardé le Laos au cours d'une guerre guère médiatisée. La population laotienne souffre encore aujourd'hui des engins non-explosés datant de cette époque. En effet les bombardiers américains y ont utilisé des bombes à sous-munitions en grandes quantités. Au cours des 580'344 sorties des bombardiers, plus de deux millions de tonnes de bombes ont été larguées, ceci correspondant à deux tonnes de bombes par habitant du Laos! Depuis la fin des bombardements, plus de 11'000 personnes sont mortes ou ont été grièvement blessées suite à des accidents liés à un engin non-explosé. On estime qu'entre 9 et 27 millions de telles bombelettes - appelées "bombies" (des fois tu mets les deux «en haut, parfois un en haut et un en bas») au Laos - n'ont pas explosé. Elles présentent un danger permanent pour la population laotienne.

Le film «Bombies» décrit les enjeux de cette guerre secrète et présente des familles victimes de ces armes perfides.

Kosovo

Entre mars et juin 1999, les troupes américaines, britanniques ainsi que celles d'autres pays de l'OTAN ont utilisé des bombes à sous-munitions contre l'armée serbe au Kosovo. Au cours de ces bombardements, de nombreux civils ont également péri (le CICR estime qu'il y a eu entre 90 et 150 victimes civiles). De nombreux engins non- explosés sont également restés sur place à la suite des bombardements. Environ 1400 bombes contenant 300'000 sous-munitions ont été utilisées. Les organisations non- gouvernementales estiment qu'environ 30'000 d'entre elles n'ont pas explosé. Selon le terrain, l'ancienneté des munitions, la situation météorologique, l'altitude de lancement, le stress des pilotes et l'analyse préalable des cibles, les taux de ratés varient entre 5 et 30 pourcent. Les types de bombes utilisées au Kosovo étaient principalement les redoutables BLU-97, les Rockeye britanniques. L'artillerie serbe a également utilisé des bombes à sous-munitions contre l'UCK (armée de libération du Kosovo, albanophone) pour une partie d'entre elles, le délai de « préemption » était écoulé.

Afghanistan

Un rapport rédigé par Human Rights Watch* (HRW) a évalué l'impact sur la population locale de l'utilisation de bombes à sous-munitions au cours de la guerre menée par les Etats-Unis et leurs alliés contre l'Afghanistan entre octobre 2001 et novembre 2002. Selon ce rapport, 1200 bombes contenant plus de 248'000 sous-munitions ont été larguées au-dessus de l'Afghanistan au cours de cette période. Si HRW estime que le nombre de victimes civiles causé par les bombes à sous-munitions durant ce conflit a été moins important qu'au cours d'autres conflits récents, un autre rapport** estime que les cinq semaines de guerre aérienne menée ont provoqué la mort d'au moins 3'700 civils afghans (tous types de bombardements confondus, mais sans compter les personnes mortes ou blessées par un engin non- explosé resté à l'issue du conflit).

Irak

Un autre rapport récent*** révèle que l'utilisation des bombes à sous-munitions par les forces aériennes et terrestres des armées américaines et britanniques lors de leur récente guerre en Irak a coûté la vie à plusieurs milliers de civils irakiens. Une partie d'entre eux a été victime de « dommages collatéraux » occasionnés par le bombardement d'objectifs militaires se trouvant à proximité ou à l'intérieur de zones à haute densité de peuplement ou par des erreurs de visée. Des centaines d'autres civils ont péri ou ont été mutilés et continuent de l'être jour après jour en raison des nombreux engins non-explosés que les bombardements ont laissé dans tout le pays. On estime que dans la seule ville de al-Nasiriyya, 405 civils ont perdu la vie entre le 20 mars et le 27 avril 2003. Ce rapport estime en outre qu'au cours de cette guerre, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont largué 1276 bombes contenant près de 250'000 sous- munitions sur le pays.

Liban

Selon les chiffres de l'UNMAS (Service antimines des Nations-Unies)****, l'utilisation massive d'armes à sous-munitions par armée israélienne durant le récent conflit qu'elle a menée contre le Hezbollah libanais a laissé un million de sous-munitions non explosées sur le terrain, principalement dans le Liban du Sud. Depuis la fin du conflit, les sous-munitions ont déjà tué ou blessé plus de 200 civils - hommes, femmes et enfants - au Liban. Divers rapports indiquent que le Hezbollah aurait également fait usage d'armes à sous-munitions.

* Human Rights Watch, "Fatally Flawed: Cluster Bombs and Their Use by the United States in Afghanistan", New York, 2002.

** Herold, M. W. (University of Durham), «A Dossier on Civilian Victims of United States' Aerial Bombing of Afghanistan: A Comprehensive Accounting», 2004.

*** Human Rights Watch, «Off Target. The Conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq», New York, 2005.

**** Voir «Lebanon Update», <http://www.mineaction.org/overview.asp?o=540>